BILAN DE CLOTURE

Convention n° 95/005 approuvée par délib. Du CM n°94/830/U du 21/11/94

Avenant n°1 approuvé par délib. Du CM N°96/706/EUGE du 28/10/96
 Avenant n°2 approuvé par délib. Du CM N°99/0058/EUGE du 01/02/99
 Avenant n°3 approuvé par délib. N°ECO 11/442/B du 21/12/01
 Avenant n°4 approuvé par délib. N°ECO 1/501/B du 10/10/03
 Avenant n°5 approuvé par délib. N°ECO 2/582/BC du 15/10/04
 Avenant n°6 approuvé par délib. N°ECO 4/678/BC du 10/10/05
 Avenant n°7 approuvé par délib. N°ECO 2/950/BC du 18/12/06
 Avenant n°8 approuvé par délib. N°ECO 006/1043/BC du 14/01/08
 Avenant n°9 approuvé par délib. N°DEV 004/1719/09/CC du 23/12/09

**CONCESSION ARNAVAUX
(OP. 160)**

A- ETAT DES DEPENSES ET DES RECETTES AU 30/12/10

DEPENSES	HT	TTC	RECETTES	HT	TTC
Acquisitions	320 142,94	320 142,94	Cessions	677 976,01	753 313,35
Frais d'acquisition	2 782,85	2 879,00			
Etudes	41 710,94	51 192,73			
Etudes Non rémunérables	6 593,54	6 593,54			
TOTAL 1	371 230,27	380 808,21	TOTAL 1	677 976,01	753 313,35
Démolitions	243 779,55	293 998,13	Subventions état	50 054,38	60 365,58
VRD	227 499,49	272 783,32	Subventions FEDER	138 040,52	138 040,52
Honoraires techniques	46 125,31	55 277,52			
TOTAL 2	517 404,35	622 058,97	TOTAL 2	188 094,90	198 406,10
Charges de gestion	92 358,03	107 054,98			
Tva perdue sur prorata	-0,92	-0,92			
Taxe foncière	174 330,34	174 330,34	Participations VDM	468 241,03	564 061,36
Rémunération forfaitaire	13 720,41	13 720,41	Participations CUM	92 795,05	110 982,88
Rémunération sur dépenses	60 825,57	60 825,57			
Rémunération sur recettes	47 458,32	47 458,32	TOTAL 3	561 036,08	675 044,24
Rémunération sur loyers	35 389,71	35 389,71			
Rémunération de liquidation	6 515,67	6 515,67	Produits gestion locative	584 873,20	700 898,74
TOTAL 3	430 597,13	445 294,08	Produits Financiers	14 853,64	14 853,64
Frais financiers à CT	41 565,06	41 565,06			
Frais financiers à LT	185 673,24	185 673,24	TOTAL 4	599 726,84	715 752,38
TOTAL 4	227 238,30	227 238,30	TOTAL 4	599 726,84	715 752,38
TOTAL DEPENSES	1 546 470,05	1 675 399,56	TOTAL RECETTES	2 026 833,83	2 342 516,07
TVA DEDUCTIBLE		128 929,51	TVA COLLECTEE		315 682,24

B- ETAT DES DEPENSES ET DES RECETTES PREVISIONNELLES A VENIR

DEPENSES	HT	TTC	RECETTES	HT	TTC
Dépenses ASL	30 000,00	30 000,00			
Rémunération sur dépenses	1 500,00	1 500,00			
Rémunération de liquidation	75,00	75,00	Remboursement Participations	-448 788,78	-448 788,78
TOTAL 3	31 575,00	31 575,00			
	31 575,00	31 575,00		-448 788,78	-448 788,78

C- TOTAL DES DEPENSES ET DES RECETTES

DEPENSES	HT	TTC	RECETTES	HT	TTC
TOTAL 1	371 230,27	380 808,21	TOTAL 1	677 976,01	753 313,35
TOTAL 2	517 404,35	622 058,97	TOTAL 2	188 094,90	198 406,10
TOTAL 3	462 172,13	476 869,08	TOTAL 3	112 247,30	226 255,46
TOTAL 4	227 238,30	227 238,30	TOTAL 4	599 726,84	715 752,38
	1 578 045,05	1 706 974,56		1 578 045,05	1 893 727,29

Arrêté le présent état à la somme de : 1 578 045,05 € (Un Million cinq Cent Soixante Dix Huit mille Quarante Cinq Euros et Cinq centimes)

Fait à Marseille le 10 Janvier 2011,
Le Secrétaire Général,

J. DUPONTS

Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2011

MARSEILLE PROVENCE MARSEILLE AMENAGEMENT
METROPOLE

OPERATION D'AMENAGEMENT

ARNAVAUX ACTIVITES

CONCESSION D'AMENAGEMENT

AVENANT N° 10

ENTRE

La Communauté Urbaine, MARSEILLE PROVENCE METROPOLE, représentée aux présentes par son Président, en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté n°, en date du.....

**Ci-après dénommée « MARSEILLE PROVENCE METROPOLE » ou
« La Communauté Urbaine »**

D'une part,

ET

MARSEILLE AMENAGEMENT, Société Anonyme d'Economie Mixte, au capital de 6 189 546 € dont le Siège Social est à Marseille en l'Hôtel de Ville et le siège administratif – 49 La Canebière 13001 MARSEILLE, inscrite au Registre du Commerce et des sociétés de MARSEILLE sous le N° 057 800 369 00035 (N° de gestion 57B36) représentée aux présentes par Monsieur Charles BOUMENDIL, Directeur Général, habilité par délibération du Conseil d'Administration de la société du 26 juin 2008,

**Ci-après dénommée « MARSEILLE AMENAGEMENT » ou
« La Société »**

D'autre part,

.....
JD/MC/1/03/11

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE

Par délibération n° 94/830/U du 21 novembre 1994, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a décidé de confier à Marseille Aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement dénommée "ARNAVAUX ACTIVITES", la réalisation d'une opération d'aménagement visant à accueillir des activités économiques sur le site de l'ancien terrain de l'Européenne de Soufres Industriels du Canet.

Les conditions, les modalités d'intervention de Marseille Aménagement ainsi que les rapports entre cette dernière et la Ville ont été formalisés dans le cadre d'un Traité et Cahier des Charges de Concession tels que prévus par l'article L. 300-4 du Code de l'Urbanisme (loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 ; loi n° 94-112 du 9 février 1994 ; loi n° 96-987 du 14 novembre 1996) et notifiés le 11 janvier 1995.

Par délibération n° 96/706/EUGE du 28 octobre 1996, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n° 1 prorogeant de trois ans la durée initiale de la concession initialement fixée à quatre années.

Par délibération n° 98/21/EUGE du 30 mars 1998, le Conseil Municipal, dans un souci d'harmonisation et de clarification, a approuvé le principe d'un nouveau mode de rémunération du concessionnaire.

Ces nouvelles dispositions ont été formalisées dans le cadre d'un avenant n° 2 aux traité et cahier des charges de concession approuvé par délibération n° 99/0058/EUGE du 1^{er} février 1999, notifié le 8 mars 1999.

Suite à la création de la Communauté Urbaine, Marseille Provence Métropole et au transfert de compétences, notamment en matière d'activités économiques, de la Ville de Marseille au profit de la structure de coopération inter-communale, par délibération n° ECO 11/442 B a été approuvé par la Communauté, un avenant n°3 à la convention ayant pour objet :

- de prendre en compte la substitution de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, dans les droits et obligations contractuels de la Ville de Marseille,
- de proroger la durée de la convention de deux années supplémentaires,
- d'harmoniser les stipulations des Traités et Cahier des Charges de concession initiaux avec les dispositions législatives nées de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain,

Ce même avenant, en application de l'article 10 de la loi du 13 décembre 2000, codifié à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, est venu préciser le montant de la participation financière de la Communauté Urbaine au coût de l'opération, tel que résultant du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31/12/2000.

Par délibération ECO 3/361/CC en date du 20 décembre 2002, a été approuvé le CRACL au 31 décembre 2001 sans modification de la participation.

L'avenant n°4, approuvé par délibération n° ECO 1/501/B du Conseil de Communauté du 10/10/03, a :

- prorogé d'une année supplémentaire la convention publique d'aménagement, soit une échéance au 10/01/2005,
- diminué la participation financière suite à l'annulation des travaux d'aménagement du site
- modifié les stipulations contractuelles au regard de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002.

JD/MC/1/03/11

L'avenant n°5, approuvé par délibération n° ECO 2/582/BC du Conseil de Communauté du 15 octobre 2004 a approuvé la prorogation d'une année supplémentaire, soit une date d'échéance au 10/01/2006 compte tenu de la procédure en cours contre le permis de construire de la SCI les 3 DS.

L'avenant n°6, approuvé par délibération n° ECO 4/678/BC du Conseil de Communauté du 10 octobre 2005, a prorogé d'une année supplémentaire, soit le 10 janvier 2007, la durée de la concession et a modifié la participation de la Communauté Urbaine.

L'avenant n°7, approuvé par délibération n° ECO 2/950/BC du Conseil de Communauté du 18 décembre 2006, a :

- substitué le terme « concession d'aménagement » à celui de « convention publique d'aménagement » contenu dans les actes antérieurs
- prorogé d'une année supplémentaire la concession d'aménagement, soit le 10 janvier 2008, dans l'attente de la cession du terrain accueillant la fourrière municipale à la Ville de Marseille.
- pris en compte la modification de la participation de la Communauté Urbaine conformément au CRACL arrêté au 31/12/2005, lui-même approuvé par délibération n° ECO 3/1054/CC du 18 décembre 2006

L'avenant n°8, approuvé par délibération n° ECO 006-1043/07/BC du Conseil de Communauté du 14 janvier 2008 a prorogé de 2 années supplémentaires la durée de la convention soit une échéance au 10 janvier 2010.

L'acquisition par la Ville de Marseille du terrain de la fourrière a été validée en Conseil Municipal du 29 juin 2009.

L'avenant n°9, approuvé par délibération n° DEV 004-1719/09/CC du Conseil de Communauté du 23 Décembre 2009 a prorogé de 1 an la durée de la convention soit une échéance au 10 janvier 2011 pour permettre de réaliser les opérations de clôture de la concession d'aménagement.

Aussi, le présent avenant a-t-il pour objet :

- de prendre en compte la diminution globale de la participation de la Communauté Urbaine de 675 044,24 € à 226 255,46€, tel qu'il résulte du bilan de pré-clôture joint à la présente.
- de préciser les conditions de remboursement à la Communauté Urbaine du trop perçu de participation à l'équilibre du bilan, d'un montant de 448 788,78€.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1

Le montant prévisionnel de la participation de la Communauté Urbaine au coût de l'opération fixé à 675 044,24 €, est porté à 226 255,46€, ainsi qu'il ressort du bilan de pré-clôture présenté conjointement au présent avenant à l'approbation de l'assemblée délibérante.

JD/MC/1/03/11

Le trop perçu de participation soit prévisionnellement 448 788,78€, tel que résultant du bilan de pré-clôture, sera remboursé à la Communauté Urbaine dès la signature de cet avenant.

ARTICLE 2

Les autres stipulations de la convention initiale et ses différents avenants non contraires à celles du présent avenant sont et demeurent en vigueur.

ARTICLE 3

La Communauté Urbaine notifiera à la Société le présent avenant en lui faisant connaître la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'Etat. Le présent avenant entrera en vigueur à la date de ladite notification.

Fait à MARSEILLE, le

MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Le Président

Eugène CASELLI

MARSEILLE AMENAGEMENT

Le Directeur Général,

Charles BOUMENDIL

JD/MC/1/03/11